

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Restos et bistrotts multiservices : l'arme fatale du rural ?

AUDE

Déserts médicaux, services publics, transports : autant de sujets délicats dans un département où 30 % des communes comptent moins de 100 habitants. Des villages dont les maires luttent pour conserver leur population ou séduire des néo-ruraux. Une ambition qui passe aussi par la création de restaurants, cafés ou points multiservices. Des Corbières au Plateau de Saül, exemples de ces outils, actifs ou en projet, qui participent à sauver une « vie de village ». Et à contredire la désertification rurale.

Fin septembre, Christelle Hermand attendait encore une réponse. Celle de l'Europe. En cas d'affirmative, c'est une prise en charge à 80 % qui se voit profiter pour les 260 000 € du café-restauration communal.

Un projet né de l'arrêt, fin 2019, de l'activité du dernier commerce de bouche de Mouthoumet, un snack. Après avoir racheté le fonds de commerce et la licence IV, la municipalité décidait de son transfert dans les locaux de l'ancienne perception, dont une partie lui a été cédée par la communauté de communes. Là où les travaux doivent débuter sous peu. Avec une ouverture en mai 2022, une fois le prestataire trouvé : « On est confiants, s'avance la maire. Souvent, ce qui limite, c'est de devoir investir dans un fonds de commerce. Ici, tout sera équipé et on demandera un petit loyer. » De quoi espérer des candidatures pour les 80 m² de locaux, une terrasse de 90 m², et la possibilité de louer le logement mitoyen. A la clé,

pour les 106 habitants, de belles promesses : restauration, débit de boissons, épicerie, vente de produits locaux figurent au cahier des charges, comme l'organisation de soirées à thème.

Un atout de plus, pour « un petit village plutôt déjà bien desservi » : gendarmier, école, Maison France Services et agence postale rythment le quotidien de l'ancien chef-lieu de canton. Précieux. Mais pas suffisant ? « Le café, c'est le cœur du village. Ce n'était pas possible de laisser partir le dernier point de rencontre. » Installée à Mouthoumet depuis 2008, adjointe depuis 2014, maire en 2017, l'éluée voit à l'occasion de conforter une politique tournée vers « le maintien de la qualité de vie et de services, en créant du lien et du partage. » Un principe décliné avec la station-service en régie, la friperie municipale où 141 000 habits ou objets ont été déposés depuis 2014 avant de trouver preneurs gra-

tiquement, ou encore le futur verger communal. Une parcelle de 378 m² achetée en septembre 2021 où la mairie plantera des cerisiers, pruniers et figuiers, en libre accès, avec « une seule contrainte : il faudra manger les fruits sur place ». Là encore planent les désirs de « rencontre », de « partage. C'est un ensemble de services qui font que les gens ont envie de rester ou de s'installer. Deux maisons

sont en cours de vente, d'autres personnes sont arrivées l'an passé. La tendance, elle est à la désertification rurale, si on

ne fait rien. Il faut se battre tous les jours, se creuser la tête des initiatives qui ne coûtent rien, ou peu. »

Cette question financière, Hervé Baro l'avait en tête à Theure de lancer en 2018 le chantier de rénovation d'un immeuble à Termes pour une auberge communale. Un commerce pour lequel la mairie avait lancé en mars dernier un appel à candidature pour un gestionnaire. Depuis juin, un couple, sous « contrat » pour quatre ans, œuvre le long du Sou, à mi-chemin de la mairie et du site d'accueil du château. Un monument qui compte : « Si on ne l'avait pas, on serait sans doute déjà rayé de la carte. » Car le château signifie 7 000 visiteurs par an, quand le canyoning et les gorges du Termet suscitent le passage de « 4 000 à 5 000 voitures » sur le parking – payant –, source de précieux revenus. Mais à relativiser, au regard des 400 000 € nécessaires pour l'auberge, financés à 80 % par Europe (via Leader et le groupe d'action locale de l'Est audois), Etat, Région, et Département. Une somme inenvisageable pour une commune de... 45 habitants : « C'est lourd en termes d'ingénierie finan-



cière. Une petite commune, c'est un budget contraint, il faut négocier avec les banques. Mais quand le plan de financement est bien fait, la quasi-totalité du coût annuel est payée par le

du service touristique. »

Un engagement que les communes rurales ne peuvent s'épargner, avance celui qui est aussi 1^{er} vice-président délégué aux solidarités territoriales

du Département : « Si la mairie n'y va pas, qui, de lui-même, aurait l'idée d'ouvrir un restaurant à Termes ? L'initiative privée, elle

n'est pas suffisante pour répondre à tous les besoins. » Un exemple de plus pour illustrer l'évidence : « Dans le schéma départemental de l'amélioration de l'accessibilité des services au public, on insiste sur l'accès aux services que sont La Poste, la Caf, la MSA, Pôle Emploi, avec les Maisons France Service. Mais il faut aussi aller sur ce qui relève du quotidien. »

Textes : A. Ca.

« Le cœur du village »

« Qui, de lui-même, ouvrirait un restaurant à Termes ? »



Christelle Hermand, maire de Mouthoumet, devant le site en devenir. N. Amen-Vols

Services : où en est l'Aude ?

En 2014, l'Aude était retenue pour expérimenter les schémas départementaux d'amélioration de l'accessibilité des services au public (SDAASAP). Le 1^{er} schéma, initié par Département et la préfecture, s'achève en 2022. Avec des progrès et des lacunes.

● **France Service : panacée ou placebo ?** En 2018, l'Aude comptait 14 maisons des services au public (MSAP), portées par des collectivités, des associations ou La Poste, pensées face à « l'isolement administratif et numérique », avec des guichets d'accueil polyvalents (La Poste, Pôle Emploi, Caf, CPAM, Carsat, MSA...). Les Maisons France Service initiées par l'Etat ont permis de labelliser des MSAP et de compléter le maillage sur le littoral : 10 MFS sont labellisées, 18 prévues en 2022. Des outils dont les détracteurs pointent le défaut de formation d'agents. Sans oublier d'en faire de pâles substituts, en évitant les trésoreries fermées en 2021 à Bram, Cuxac-C^{ste} et Peyriac-M^{rie}, avant Leucate et Durban en 2022.

● **Médecine : et le désert avance.** Un dispositif de défiscalisation sur 5 ans en zone de revitalisation rurale, des aides de l'ARS en zones de montagne ; des aides aux internes du Département (loyer, transport), 1 000 € de bourse sur les six mois de stage de dernière année contre 5 ans d'installation en territoire sous-doté : des actions gages d'« avancées », estimait le bilan du schéma en 2020. Mais « la problématique est persistante, voire continue de s'aggraver », avec « trois secteurs non couverts par la permanence des soins (Durban-Tuchan, Belcaire et Montoliou) ». 43 % des omnipraticiens ont plus de 60 ans.

● **Friture sur la ligne.** Régis Banquet, le président du syndicat audois des énergies (Syaden), l'a redit le 5 octobre : « 100 % des Audois auront le très haut débit en 2025. » Mais la question des télécommunications reste entière, en témoigne la panne générale de réseau en Hautes Corbières mi-septembre : un écho aux « dysfonctionnements et pannes récurrents » pointés fin 2020, avec des saisines deux fois par mois sur les lignes fixes en milieu rural. Le programme New Deal de l'Etat, consacré aux zones déficientes en 2G, visait 13 communes en 2019, 12 en 2020. Fin 2020, 32 sites étaient identifiés pour des déploiements de pylônes.

AVEC MOBIL'AUDE, JE TROUVE LA SOLUTION POUR ME DÉPLACER DANS L'AUDE

Inscrivez-vous sur mobil.aude.fr et téléchargez l'application sur

Google Play App Store

mobilaude

Tous vos trajets, partout dans l'Aude

AUDE Département